

« MERDE AUX AGENCES DE NOTATION ! »

OU POURQUOI DIRE NON AU DIKTAT DES MARCHES
FINANCIERS (ESSAI DE POLITIQUE FICTION)

JULIA CAGÉ

Cofondatrice de Cartes sur table

cartes_{sur}**TABLE**

des idées pour la gauche

FEVRIER 2012

**« MERDE AUX AGENCES DE
NOTATION ! »**

**OU POURQUOI DIRE NON AU DIKTAT DES MARCHES FINANCIERS
(ESSAI DE POLITIQUE FICTION)**

JULIA CAGÉ

Cofondatrice de Cartes sur table (<http://cst2012.free.fr>)

PROLOGUE

Ca y est, Standard and Poor's a fait tomber notre triple A. Après la Grèce, l'Irlande, l'Espagne et l'Italie, les agences de notation dégradent aujourd'hui la France.

Ces agences qui osent depuis deux ans déjà annoncer sans sourciller que si telle ou telle mesure n'est pas respectée dans tel ou tel pays, si telle ou telle réforme n'est pas mise en œuvre, alors la dégradation est inévitable et l'augmentation des taux d'intérêt – ainsi que ses corollaires, creusement du déficit public et explosion de la dette – inéluctable.

Ces agences qui osent dicter la politique fiscale et budgétaire – pourtant premier des attributs de la souveraineté nationale – à adopter. Comme si de rien n'était. Comme s'il était normal qu'il en soit ainsi. Comme si une simple dépêche envoyée à une agence de presse pouvait venir bouleverser les grandes orientations politiques décidées par les élus de la nation.

Ces agences qui avaient par erreur annoncé début novembre une dégradation de la note française, démontrant par là même leur grand professionnalisme et leur crédibilité.

Mais maintenant que la dégradation française est effective, que Standard and Poor's a réellement fait tomber notre triple A, va-t-on une nouvelle fois voir nos responsables politiques céder sous la pression de ces harpies modernes dont nous ne connaissons que le nom ? Va-t-on les regarder passivement céder ou va-t-on enfin assister à la révolte des citoyens contre les marchés ?

Qui sont en effet ces agences de notation qui veulent nous imposer leur volonté, décider des orientations politiques de la France à coup de communiqués surmédiatisés, et aller à l'encontre de la souveraineté des peuples ? Comment faire pour mettre fin à leur diktat illégitime et infondé ?

Ces questions sont essentielles, et il faut bien avoir conscience d'une chose : le problème des agences de notation n'est pas un problème économique. C'est un problème entièrement politique, qui vient interroger la souveraineté des peuples. Et seule la protestation des peuples, face à ce diktat qui leur est imposé et à la faiblesse de leurs gouvernements soumis, permettra d'en venir à bout.

Si individuellement les Etats européens sont trop faibles face à la puissance des marchés, ensemble ils seront assez forts pour leurs résister. Si les gouvernements européens sont trop timides pour essayer de leur résister, alors les citoyens unis devront les mettre devant leurs responsabilités.

Il est temps de se battre pour plus de fédéralisme budgétaire, pour plus d'Europe, pour plus de démocratie, pour plus d'autorité face aux marchés financiers, et pour la mise en place d'euro-obligations. Il est temps de tirer pleinement partie de l'existence de ces marchés financiers, qui ne doivent que nous servir, alors qu'aujourd'hui ce sont eux qui se servent ! Il est temps de lutter contre la toute-puissance des agences de notation.

Après le printemps arabe, qui a vu des millions de citoyens s'élever contre les régimes autoritaires en place, et dans la lignée du mouvement des indignés comme de celui d'« Occupy Wall Street », qui voient des citoyens manifester partout dans le monde occidental pour protester contre la toute puissance des marchés, voici venu le temps de l'« hiver occidental ». Voici venu le temps de dire enfin non aux diktats des agences de notation.

Un hiver occidental en trois actes – la prise de conscience, le temps de l'action et la victoire citoyenne –, qui permettrait à la démocratie et au pouvoir financier de reprendre chacun leur place légitime.

ACTE 1

LA PRISE DE CONSCIENCE OU LE DEBUT DE L'HIVER OCCIDENTAL

Les agences de notation – cette hydre à trois têtes dénommées Standard's & Poors, Moody's et Fitch – ont réussi, depuis deux ans déjà, à infléchir les politiques publiques de la France comme de l'Espagne, de la Grèce comme de l'Italie. Avec le succès que l'on sait.

Le triomphe de l'hydre à trois têtes

Cette inflexion des politiques conduites par l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne a une triple origine.

Elle est d'abord due au poids impressionnant de l'hydre à trois têtes. Alors qu'il existe officiellement plus de 130 agences de notation à travers le monde, Standard's & Poor's, Moody's et Fitch – les « fat three » s'engraissant sur le dos de la misère sociale – représentent 85% du marché. Les deux premières, basées à New York, affichent un chiffre d'affaire de respectivement 2,6 et 1,8 milliards de dollars. La troisième, basée à Paris, présente un chiffre d'affaires supérieur à 600 millions de dollars. Des chiffres qui laissent songeurs lorsque l'on sait qu'en France, la mission sport, jeunesse et vie associative est dotée d'un budget inférieur à 500 millions d'euros dans le cadre de la loi de finances 2012.

Cette inflexion est ensuite due au détournement progressif du rôle original des agences. D'évaluateurs de la fiabilité financière des sociétés, des institutions, des produits financiers et des Etats – chacun étant noté selon l'échelle désormais célèbre s'établissant du AAA au D –, pourvoyeuses d'informations pour les acteurs du marché financier, les agences se sont en effet peu à peu converties en grandes prêtresses de la doxa économique et financière néolibérale – il suffit de consulter les CV de leurs employés. Doxa saluée par les investisseurs et imposée sans contrepartie aux émetteurs, contraints à rechercher constamment l'approbation des agences. Or que les entreprises privées cherchent à satisfaire les exigences des agences de notation, c'est une chose. Quand il s'agit d'Etat aux gouvernements démocratiquement élus, c'en est une autre.

Cette inflexion est due enfin à l'inertie des gouvernements – à défaut du gouvernement – de l'Union européenne et des autres puissances mondiales, qu'elles soient chinoises ou américaines, alors même que la responsabilité de l'hydre à trois têtes dans la crise financière de 2008 dont nous subissons encore et toujours aujourd'hui les conséquences ne fait pas l'ombre d'un doute. C'est en effet la mauvaise appréciation du risque par les agences de notation qui a conduit à rendre les subprimes attractives auprès d'un nombre croissant d'investisseurs et ainsi à faciliter leur diffusion. Mauvaise appréciation non seulement liée à la multiplication d'erreurs techniques, mais également à l'importance de conflits d'intérêts persistants entre agences et émetteurs, conflits sous-jacents au *business model* d'agences payées non par les investisseurs mais par les émetteurs des produits soumis à notation (à l'exception notable des Etats dont la notation est officiellement « gratuite »). Conflits d'intérêts sur lesquels le département de justice américain a d'ailleurs ouvert une enquête, soupçonnant notamment les dirigeants des agences d'avoir poussé les analystes à noter favorablement des obligations adossées à des créances immobilières pourtant identifiées comme douteuses.

La portée potentielle de cette inflexion des politiques publiques par les agences de notation était en août 2008 – au moment de la faillite de Lehman Brothers dont l'hydre à trois têtes était en partie responsable – insoupçonnée. Trois ans plus tard, en janvier 2012, les exemples espagnol, français, grec et italien suffirent à eux-seuls à donner froid dans le dos, sans même qu'il ne soit nécessaire de convoquer les désespoirs irlandais et portugais.

La voracité de l'hydre à trois têtes

Les Espagnols se sont vus imposés au mois d'août 2011, sans référendum – et après avoir accepté la baisse des salaires des fonctionnaires, l'abandon progressif des politiques sociales et le chômage de masse –, la modification d'une Constitution trentenaire, symbole de l'union nationale et de la démocratie retrouvée, pour se protéger d'une menace de dégradation mise à exécution quelques semaines plus tard. Les milliers de manifestants dans les rues des grandes villes du pays, pourtant terre de naissance du mouvement international des indignés, n'y ont rien changé. Les trois têtes de l'hydre, non contentes d'avoir apposé au fer rouge leur marque illégitime dans la loi suprême espagnole en y faisant graver une « règle d'or » garantissant la stabilité budgétaire, ont ensuite et une nouvelle fois dégradé la note souveraine de l'Espagne, se payant même le luxe de maintenir une perspective négative pour le pays. Les élections ont vu à la date anniversaire de la mort de Franco le triomphe des conservateurs et la victoire d'un abstentionnisme résigné dans un pays certes indigné mais avant tout désenchanté.

Les Français, quant à eux, après avoir subi pendant des semaines des coupes de plusieurs centaines de millions d'euros dans les dépenses publiques afin de tenter de préserver le fameux « triple A », ne peuvent que constater que tous ces efforts ont été vains. Les plans de rigueur ont succédé de façon presque hebdomadaire aux plans de rigueur. La menace de dégradation des agences de notation a semblé érigée en fil conducteur unique des politiques gouvernementales. La France a vu ses prévisions de croissance se réduire comme une peau de chagrin tout en abandonnant sous la pression des marchés toute possibilité de relance par une intervention publique massive. Elle a ri jaune le 10 novembre lorsque Standard's & Poor's a annoncé « par erreur » la dégradation de sa note, au moment même où l'écart entre les taux d'intérêt français et allemand n'avait jamais été aussi fort. Elle ne rit plus maintenant que cette dégradation est actée.

On a vu, par ailleurs, des Grecs mourir dans des manifestations dont le seul et si légitime mot d'ordre était le droit à un futur, sans que beaucoup ne s'en émeuvent. L'instauration d'un gouvernement d'union nationale dirigé par un « économiste », sans élections législatives préalables, a eu pour seule conséquence non de renforcer les droits des citoyens grecs ou de défendre enfin leur dignité sur la scène européenne internationale, mais de calmer les inquiétudes des marchés quant à l'application des principes du néolibéralisme économique, ceux-là même qui ont, il y a quelques années déjà, jeté des centaines de millions d'Argentins – 60% des citoyens – dans la misère crue et froide. Economiste renommé, Lucas Papademos est aussi un partisan invétéré du sang et des larmes. Or le sang et les larmes sont bien là et le retour de la croissance toujours pas. Mais pouvait-on vraiment en douter...

Les Italiens, eux aussi, ont été pendant plusieurs semaines le dindon de la farce financière européenne. Le départ du Cavaliere ne leur a pas permis de sortir de l'ornière. Il a certes mis fin aux chroniques judiciaires et mondaines de celui qui s'est payé l'Italie comme il s'était payé le Milan AC, mais n'a pas suffi à faire redescendre la pression des marchés obnubilés par une dette publique de 1900 milliards d'euros, qualifiée à tout bout de champ de « colossale » par des chaînes de télévision unanimes. Le Cavaliere a d'ailleurs, curieuse façon d'abandonner le pouvoir, conditionné son départ et la prise de pouvoir de Mario Monti – autre économiste gestionnaire à la tête d'un pays de l'Union européenne, qui entretenait il y a encore peu des liens étroits avec Goldman Sachs, autrement dit les marchés financiers – à l'adoption par le Parlement d'un énième plan drastique de rigueur « anticrise » aux conséquences sociales désastreuses. Mais est-il bien nécessaire de mentionner là-aussi l'indifférence totale des politiques face à la colère de centaines de milliers d'Italiens s'exprimant dans la rue ? Une fois les larmes votées, le Cavaliere a abandonné le navire... Et si à son départ la joie des Italiens était visible et gaie – comment d'ailleurs ne pas se réjouir avec eux – leur réveil de rigueur a été vigoureux.

Le rêve d'une déferlante populaire

La situation aux quatre coins de l'Europe apparaît donc pour le moins désespérée. L'ensemble des gouvernements européens ne cessent depuis des mois de reculer devant leurs engagements antérieurs et de céder aux exigences des marchés financiers. L'hydre à trois têtes des agences de notation semble bel et bien avoir définitivement gagné.

Alors faisons un rêve. Que dans une semaine, que dans un mois, une déferlante populaire pacifique s'abatte sur les agences de notation, au nom de la démocratie menacée.

Que dans une semaine, que dans un mois, une date puisse être gravée dans le marbre de la démocratie occidentale, celle du réveil des peuples face aux conséquences de la soumission des pouvoirs politiques aux pouvoirs financiers, après trop de mois de résignation, de renoncement, de sacrifices injustifiés... et d'humiliations. Qu'en masse que les citoyens, dans tous les pays européens, se retrouvent par milliers pour protester à la porte des agences de notation et dénoncer les privilèges des marchés. Qu'une étincelle vienne enfin allumer la flamme de la révolte européenne.

Car il n'est plus question de subir le diktat de l'hydre à trois têtes. Car il n'est plus question d'accepter l'humiliation – si la majorité citoyenne n'a pas les pouvoirs des grands financiers, au moins elle a une dignité. Car il n'est plus question de voir l'histoire se répéter et les renoncements s'accentuer, d'accepter que les communiqués de presse alarmistes des agences de notation enlèvent tout sens au droit de vote en brandissant sur la tête des dirigeants européens l'épée de Damoclès de la dégradation s'ils n'appliquent pas des recettes économiques ultralibérales dont le seul effet est de détériorer un peu plus la situation des pays et donc de rendre à terme inévitables ces dégradations.

Le scénario d'un réveil

Le scénario pourrait être simple. Un appel né sur les réseaux sociaux avec un seul mot d'ordre : « *trop c'est trop* ». Avec un seul étendard : la révolution citoyenne pacifique. Avec un seul slogan, le premier inscrit par les indignés espagnols, au kilomètre zéro de Madrid, au centre de La Puerta del Sol : « *si vous ne nous laissez pas rêver, nous ne vous laisserons pas dormir* ». Avec une seule volonté : faire trembler les agences de notation.

Les manifestations spontanées se multiplieraient partout en Europe devant les bureaux des trois fameuses agences de notation, à Paris comme à Londres, à Madrid comme à Berlin. Le mouvement prendrait une ampleur inattendue, réunissant syndicalistes ouvriers, étudiants, cadres moyens, employés, retraités. Les manifestations se dérouleraient dans un climat de gravité extrême. La conscience de l'histoire en train de se faire serait en chacun des manifestants profondément ancrée. La lutte pour la démocratie serait à l'œuvre. Les locaux des agences de notation n'auraient d'importance que par ce qu'ils symbolisent. Il n'y aurait qu'une chose à démonter, le pouvoir usurpé des agences de notation, pour redonner enfin son sens au mot démocratie au sein de l'Union européenne.

Face à l'ampleur et à la multiplication des protestations, les gouvernements européens seraient obligés de prendre leur responsabilité pour éviter tout débordement. Et cette responsabilité ne consisterait pas à protéger la liberté d'entreprendre de l'hydre à trois têtes, mais à défendre les citoyens européens en prenant par la loi le relai des contestations pacifiques. Les gouvernements européens n'auraient en effet plus d'autre choix que d'adopter des mesures radicales pour sauver les démocraties occidentales de la menace d'un autoritarisme dont la puissance a jusqu'à aujourd'hui été par beaucoup sous-estimée : la dictature sans pitié, sans lucidité et sans légitimité des marchés financiers.

L'acte 2 de l'hiver occidental pourrait alors commencer. Ce serait le temps de l'action et du triomphe de la volonté politique pour dire enfin « merde » aux agences de notation. Un temps que je rêve d'écrire au présent.

ACTE 2 – LE TEMPS DE L’ACTION : LA VOLONTE POLITIQUE DE DIRE ENFIN « MERDE AUX AGENCES DE NOTATION »

Portés par la colère unanime des peuples, les responsables politiques européens décident enfin de se retrousser collectivement les manches et d'affronter le problème face auquel ils n'ont fait preuve que de soumission depuis de trop longs mois.

Sans doute l'exemple des Etats-Unis de Barack Obama n'est-il pas étranger à ce retournement tardif. Les Américains ont en effet prouvé que lorsque l'on est uni et fort, le diktat des agences de notation n'a plus aucun impact. Ils ont continué à appliquer les mesures décidées en amont et à suivre à la lettre les politiques programmées sans que la dégradation de leur note souveraine par l'agence Standard & Poor's en août 2011 n'ait de conséquences sur le niveau de leur taux d'intérêt. Les Etats-Unis ont ainsi rappelé que les Etats sont souverains, que la souveraineté appartient au peuple, et qu'aucun Etat n'a à soumettre sa politique – car Standard & Poor's, ne pouvant justifier son choix par la situation économique des Etats-Unis, l'a justifié par les tensions existantes entre Républicains et Démocrates – à l'examen d'agences de notation se prétendant les nouveaux économistes de l'humanité.

Le Président français l'annonce dans une déclaration télévisée : une réponse aux attentes des manifestants français et européens sera proposée collectivement aux citoyens. Le ralliement de la chancelière Angela Merkel s'est révélé décisif et a ouvert la voie à une action commune.

Après des mois d'hésitations et de reculs, il est enfin temps pour les responsables politiques européens d'apporter une réponse ferme et définitive à la crise.

Réaction après des années de retard et de demi-mesures

Ce sursaut politique est à la fois espéré et presque inattendu. Depuis 2008, l'Union européenne a en effet toujours eu *a minima* une crise de retard dans la position à adopter face aux agences de notation.

La législation européenne n'a ainsi instauré l'enregistrement et la surveillance obligatoire des agences de notation qu'en avril 2009, soit plusieurs mois après l'éclatement de la bulle immobilière. Et cet encadrement n'est venu corriger qu'à la marge les déséquilibres du système financier.

En prévoyant que le Comité européen des régulateurs des marchés de valeurs mobilières soit chargé de l'enregistrement des agences opérant en Europe, qu'il gère une base de données relatives à leurs performances antérieures, que des commissions de surveillance soient créées pour chaque agence exerçant dans l'Union européenne et que des règles de fonctionnement contraignantes soient imposées aux agences, la législation adoptée en 2009 a pour seul objectif d'éviter une nouvelle crise des *subprimes*. Elle doit, pour reprendre les termes de José Manuel Barroso, garantir aux investisseurs l'information, l'intégrité et l'impartialité dont ils ont besoin de la part des agences pour prendre des décisions prudentes en matière d'investissement. Elle n'anticipe en rien la crise des dettes souveraines et légitime même au contraire le rôle joué par des agences de notation désormais « encadrées » dans cette crise.

Il n'est d'ailleurs pas anodin que cette législation ait été saluée par le président de Standard & Poor's, Deven Sharma (qui a démissionné quelques jours seulement après la dégradation de la dette américaine) pour qui la surveillance exercée par les régulateurs européens combinée à une analyse systématique des agences de notation devait conduire à plus de transparence et de responsabilité.

La crise de la dette grecque – déclenchée par les dégradations successives, à partir de novembre 2009, de la note de sa dette souveraine, dégradations qui ont entraîné une hausse de ses taux d'intérêt, un phénomène de panique spéculative et enfin l'incapacité de rembourser –, puis celle de la dette irlandaise, viennent souligner dès 2010 l'insuffisance des mesures adoptées. Le problème posé par les agences de notation n'est en effet déjà plus celui des conflits d'intérêts et des méthodes contestables. Les notations de l'hydre à trois têtes ne constituent en effet plus seulement un indicateur plus ou moins heureux pour les investisseurs, mais sont devenues un instrument pro-cyclique et asymétrique au service des spéculateurs. L'hydre a trois têtes joue désormais contre les Etats, afin que ceux-ci perdent et que les spéculateurs gagnent, et les Etats membres de l'Union européenne se sont jusqu'à présent révélés incapables de couper court à cette pratique et à ses conséquences désastreuses.

La convocation d'un Conseil européen extraordinaire

Un Conseil européen extraordinaire est convoqué, avec un seul thème à l'ordre du jour : s'extraire du joug des agences de notation et assurer le retour au calme dans les capitales occidentales. Les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 Etats membres de l'Union européenne sont présents, et ont reçu le soutien sans faille des principaux partis d'opposition. Seuls les partis d'extrême droite se sont montrés réticents, quitte à trahir leurs propres positions – comment en effet justifier leur soutien silencieux aux agences de notation ? Mais ils voient avant tout dans la lutte contre les agences de notation une victoire dont ils ne veulent

pas, la victoire de l'Europe. Et ils ont raison : car c'est bien l'Europe toute entière qui va sortir grandie, renforcée, légitimée, de ce combat.

Il ne s'agit plus cette fois de tergiverser. Les pays européens ont déjà, depuis plus de deux ans, beaucoup trop tardé. Les décisions adoptées sont véritablement ambitieuses : interdiction faite aux agences de notation de noter les dettes souveraines des Etats membres de l'Union européenne, sous peine de se voir contraintes à la fermeture ; création d'un organisme européen de notation des dettes financières ; intervention massive de la Banque centrale européenne sur les marchés financiers pour stopper toute attaque spéculative faisant suite aux décisions du Conseil ; et mutualisation de l'ensemble des dettes européennes. Elles ne seront pas soumises au vote des Parlements afin que l'interdiction faite aux agences de noter les dettes souveraines soit effective immédiatement.

Fin de partie pour les agences de notation

Suite à ce Conseil européen extraordinaire, les agences de notation ont beau protester à coups de communiqués de presse horrifiés et menaçants, en appeler à la liberté d'expression – l'hydre à trois têtes en vient même à appeler, sans plus craindre le ridicule, à la « liberté de notation » –, organiser des manifestations de salariés (contraints de descendre dans la rue sous peine de perdre leur emploi), rien n'y fait.

C'est la première victoire des démocraties occidentales dans la guerre sans pitié opposant la légitimité du pouvoir politique aux pouvoirs financiers. Une victoire qui n'aurait vu le jour sans l'unanimité des peuples et des gouvernements de l'Union européenne. Et une victoire qui doit également beaucoup à la position des autres grandes puissances internationales.

La Chine, potentiel bailleur de fond de l'Union européenne, choisit de ne pas s'exprimer sur les décisions adoptées par le Conseil européen. Autrement dit, elle soutient implicitement l'Union européenne contre les agences de notation.

Le Président des Etats-Unis, après avoir reçu l'appel du Président du Conseil européen – qui en quelques jours à peine a gagné une véritable stature internationale – organise sans délai une conférence de presse devant la Maison blanche au cours de laquelle il déclare soutenir pleinement la démarche européenne. Il laisse d'ailleurs même entendre qu'il pourrait tenter de faire accepter cette législation restrictive aux Etats-Unis – les agences de notation, pas plus qu'en Europe, n'y ont désormais bonne presse. « Occupy Wall Street » se réjouit et salue l'initiative de Barack Obama pour la première fois depuis des mois.

De manière étonnante, cette unanimité de la scène internationale rassure les marchés financiers. Les tentatives d'attaque spéculatives n'auront été que de courte durée. Au bout de quelques jours à peine, le cours des titres bancaires est stabilisé. Aucune des grandes places européennes n'a été contrainte de fermer, ne serait-ce que pendant quelques heures. Les marchés ont rapidement pris conscience que la suppression de l'épée de Damoclès de la dégradation ou de la mise sous surveillance était une chance, car un gage de stabilité.

Le cri et le prix de la victoire

Les peuples européens laissent éclater leur joie. Ils se retrouvent par centaines de milliers dans la rue, à klaxonner et à hurler victoire, un drapeau européen à la main. Un cri de joie d'une force inouïe envahit alors l'Europe toute entière. L'ampleur de la célébration rappelle les plus belles victoires électorales. Le soulagement est tel que l'Europe est devenue ce stade géant libéré au coup de sifflet final annonçant une victoire en coupe du monde de football.

Cette victoire a cependant un coût. Chacun est en effet conscient, sans oser publiquement l'avouer, que l'interdiction faite aux agences de notation de noter les dettes souveraines va d'une certaine façon à l'encontre d'un principe essentiel : celui de la liberté d'expression. Il ne s'agit pas d'une simple ligne de défense de l'hydre à trois têtes, qui depuis des mois, prétendant ne donner qu'une simple opinion sur les produits notés, se réfugie derrière le Premier Amendement américain, pour ne pouvoir être attaquée en responsabilité. Il s'agit d'une nouvelle limite opposée à la liberté d'expression, qui n'est ni la barrière de la diffamation, ni celle de la calomnie. D'une certaine manière, c'est au nom d'un intérêt général non défini que l'expression des agences de notation a été bâillonnée.

Or, en tant que productrice d'opinion à caractère financier, l'activité des agences de notation se rapproche en quelque sorte de celle de la presse. Les « journalistes » des agences ont des opinions qu'ils publient. Les en empêcher – même au nom de la sûreté économique des Etats – ne reviendrait-il dès lors pas à interroger le principe même de la liberté des faiseurs d'opinion ? Pourrait-on contraindre demain un éditeur très puissant à ne pas évoquer certains sujets dès lors que son point de vue risquerait de faire courir un risque à la stabilité financière ?

Car personne n'ose avancer l'idée que les communiqués de presse des agences de notation sur les dettes souveraines étaient systématiquement diffamatoires. Tout au plus a-t-on pu entendre qu'ils étaient fortement erronés – et à quelques occasions, sans véritable fondement.

Et là réside bien toute la difficulté. La diffamation est systématiquement condamnable – principe sain pour la démocratie –, mais l’erreur (potentielle) peut-elle vraiment l’être *a priori* ?

Mettre fin à la diffamation ou censurer ?

Certes, les dégradations des agences de notation, lorsqu’elles n’étaient pas justifiées par la santé réelle des économies mais par la double volonté des agences d’influencer le jeu politique et de se faire de la publicité pour augmenter le nombre de leurs clients privés, pouvaient en quelque sorte être vues comme diffamatoires en ce qu’elles portaient directement atteinte à l’honneur des pays – et indirectement à leurs conditions de refinancement et à la stabilité de leur économie. Mais la frontière est étroite entre diffamation et censure. C’était d’ailleurs pourquoi aucun pays européen n’avait jusqu’à présent osé faire mention de la première. Au contraire des Américains.

Plusieurs mois avant le début de l’hiver occidental, en effet, les agences de notation avaient déjà vu, dans le cadre d’une action en justice ayant conduit à leur inculpation, leur argument de la liberté d’expression retoqué. En septembre 2009, Moody’s et Standard & Poor’s avaient ainsi été attaquées par des investisseurs institutionnels en remboursement de leurs pertes pour communication d’informations fausses et trompeuses. Une plainte qui avait conduit le Juge du District Sud de New-York à écarté l’argument de la liberté d’expression sur lequel se fondaient les deux agences pour dégager leur responsabilité, en basant sa décision sur un principe : on ne peut se prévaloir du principe de liberté d’expression lorsque l’on s’exprime en privé. Un premier pas jurisprudentiel qui, s’il interdisait aux agences de notation de se prévaloir du bénéfice de la liberté d’expression dans un cadre privé, leur laissait cependant toute latitude pour se prévaloir de leur liberté de notation des dettes souveraines. Ne protégeant ainsi en aucun cas les Etats contre les inepties de ces notations.

Ce que le peuple a fait lors de l’hiver occidental, la justice seule ne s’était donc pas montrée capable de le faire...

ACTE 3 – LA VICTOIRE CITOYENNE : BIENTOT LE PRINTEMPS

Avril 2012. Standard & Poor's, Moody's et Fitch ne notent plus les Etats européens. Les trois têtes de l'hydre sont tombées. Une agence européenne publique de notation des dettes souveraines a pris le relais dans l'attente de la mutualisation de l'ensemble des dettes. Les agences de notation traditionnelles, encadrées et profondément réformées, ont repris leur rôle de base : évaluer la qualité des produits émis par les entreprises afin d'éclairer des décisions d'investissement régulées.

L'élection présidentielle de 2012

Les Français peuvent s'apprêter à aller voter pour le prochain Président de la République en toute liberté, sans avoir à prendre en compte dans leur choix les potentiels effets des programmes des uns et des autres sur le « triple A » du pays. Les menaces en l'air des marchés financiers ne sont plus désormais qu'un mauvais souvenir. Le choix qui sera fait entre les candidats de l'Union pour une majorité populaire, du Parti socialiste, d'Europe écologie - Les Verts, du Front de gauche, de Lutte ouvrière ou encore du Front national sera un véritable choix démocratique, basé sur les convictions politiques individuelles de 40 millions d'électeurs. Les deux principaux candidats devront, pour triompher le 6 mai, défendre une vision de la France, une conception de l'économie et un projet social, et non plus proposer une réponse technique aux exigences des marchés financiers.

Le débat sur l'austérité et la réduction de la dette et des déficits publics aura certes bien lieu, on ne peut y échapper. La nécessité d'une gestion plus saine des finances publiques est en effet acceptée par tous. Mais ce débat n'aura pas été imposé par les menaces de l'hydre à trois têtes. Il aura été mis au cœur de la campagne par les préoccupations des Français, conscients que la stabilité du pays sera mieux assurée en ramenant la dette au-dessous de 80% et le déficit budgétaire au-dessous de 5% du PIB.

La droite conservatrice mettra en avant l'effort de redressement drastique conduit depuis la crise financière et l'adoption inédite de deux lois de programmation pluriannuelle des finances publiques au cours du mandat du Président Sarkozy.

La gauche socialiste pourra faire valoir le bilan des années Jospin – époque dorée de la « cagnotte » – et son sérieux budgétaire, sans que les citoyens n'aient plus peur de lui accorder sa confiance, alors même que quelques mois plus tôt les communiqués des agences de notation n'hésitaient pas à associer victoire de la gauche et dégradation automatique.

L'extrême gauche quant à elle dénoncera la place encore trop grande laissée selon elle aux marchés financiers, et proposera, bien au-delà de l'encadrement des agences, le contrôle des fonds et des capitaux bancaires.

En recevant les programmes de l'ensemble des candidats et leurs propositions écrites, les Français auront conscience qu'ils devront faire véritablement, pour la première fois depuis trente ans, un choix de société. Dans les spots publicitaires télévisuels, jamais les couleurs rouge, rose, bleu ou verte n'auront autant de sens.

Se donner le choix

Combien serons-nous à aller voter le 22 avril et le 6 mai prochains ?

Combien seront nous à aller voter si la rue puis le pouvoir parviennent à faire céder les agences de notation ?

Combien seront nous à aller voter si la voracité de l'hydre à trois têtes engloutit la démocratie française sans que personne n'ose s'y opposer ?

Certes, Standard & Poor's, Moody's et Fitch ne feront pas tomber le gouvernement français avant les élections du mois d'avril comme elles ont déjà renversé – coups d'Etat postmodernes, économiques et non plus militaires – les gouvernements irlandais, grec et italien.

Certes, Standard & Poor's, Moody's et Fitch ne condamneront pas à la défaite le gouvernement actuel comme elles ont inexorablement condamné à la défaite le successeur au sein du parti socialiste espagnol de José Luis Rodriguez Zapatero.

Mais soyons honnêtes avec nous-mêmes. Si les Français se rendent aux urnes les 22 avril et 6 mai 2012, même massivement, sous la menace d'une dégradation de la part des agences de notation, alors ces élections scelleront la fin en France de la liberté de choix et seront un échec terrible pour la démocratie dans le pays des droits de l'homme et des citoyens.

Cet essai de politique-fiction ne poursuit qu'un seul objectif. Avertir chacun que la démocratie française a aujourd'hui besoin d'un pas de plus que la seule participation électorale. Que la démocratie française réclame aujourd'hui un mouvement collectif et solidaire, non contre le gouvernement, mais contre le pouvoir excessif et déplacé d'agences de notation qui au nom d'une doxa néolibérale aux effets sociaux et macroéconomiques dévastateurs se plaisent à dicter à des pays souverains les politiques à adopter, les budgets à construire et les économies à réaliser, et à rêver d'un monde où le pouvoir politique ne serait plus qu'un jouet dans les mains du pouvoir économique et le vote une farce destinée à divertir le peuple.

Au fond, cet essai de politique-fiction ne poursuit qu'un seul objectif. Nous rappeler que notre destin est plus que jamais, si nous avons la volonté, en notre main.

A propos de Cartes sur table

"Cartes sur table" a été fondé en 2008 comme un espace de réflexion et de proposition politique à l'échelle nationale et européenne. Nos articles sont écrits par de jeunes gens de gauche, venant de tous horizons, souvent du monde universitaire et de la fonction publique. Nos articles se veulent politiques, mais nous ne tolérons pas la critique gratuite et non constructive : nous privilégions l'argumentation et, dans la mesure du possible, les propositions concrètes.

A gauche aujourd'hui, les principaux *think tanks* de diagnostic comme les principaux *think tanks* politiques – qu'ils soient directement rattachés ou non à un parti – partagent tous un trait commun : ils ne laissent qu'une place marginale aux générations nées après 1981.

Le projet de Cartes sur table est simple : **porter dans le débat public la voix des jeunes gens de gauche**. Pourquoi ? Parce que cette génération a des idées, des projets, une vision du monde qui lui sont propres et qui restent largement sous-exploités.

Faire des jeunes une priorité du débat public est un premier pas. Cartes sur table souhaite aller plus loin en permettant aux jeunes d'être des acteurs majeurs du débat public.

Découvrez Cartes sur table sur <http://cst2012.free.fr>.